

Vendredi 8 janvier 2021, Montreuil

## Résultats du débat public « imPACtons » : Julien Denormandie entendra-t-il la demande des citoyen·ne·s de réorientation de la PAC ?

Alors que le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation s'apprête à élaborer le Plan Stratégique National qui déclinera les contours de la nouvelle Politique Agricole Commune en France, la Commission Nationale du Débat Public a publié, hier, le rapport final du débat public « imPACtons » qui a fait s'exprimer les citoyen·ne·s sur leurs attentes pour la PAC de février à novembre 2020. Son compte-rendu est sans appel : selon une grande partie des citoyen·ne·s, la PAC doit rééquilibrer les rapports de force dans la chaîne de valeur au profit des paysan·ne·s, dont ils·elles reconnaissent le rôle essentiel pour assurer une production alimentaire de qualité, tout en donnant la priorité aux questions environnementales. La plateforme *Pour une autre PAC* attend désormais de Julien Denormandie qu'il soit fidèle à l'avis exprimé par les citoyen·ne·s dans son Plan Stratégique National.

### Le premier débat public sur l'agriculture en France

En 2020, les négociations portant sur la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) au niveau européen ont acté le fait que chaque État membre devrait élaborer un Plan Stratégique National (PSN) visant à définir les modalités de mise en œuvre de la PAC à l'échelle nationale. En tant que plan national portant sur l'agriculture, ce document clé est soumis, en France, à une évaluation par l'Autorité environnementale : le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a donc dû saisir la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), l'autorité administrative indépendante en charge de ces questions. Cette dernière a opté pour l'organisation d'un débat public s'étalant sur quatre mois, de février à mars et de septembre à octobre 2020, prenant la forme de séances en ligne, ainsi qu'en présentiel, et contribuant à informer et consulter près de 2 000 personnes. **Les citoyen·ne·s ont ainsi pu, pour la première fois en France, faire part de leurs propositions pour le modèle agricole et alimentaire de demain afin d'étayer les pistes du Ministère dans l'élaboration de son PSN.**

### Une réorientation nette de la PAC attendue par les citoyen·ne·s

**De la juste rémunération des paysan·ne·s d'ici et d'ailleurs à la préservation de l'environnement et du bien-être animal en passant par une alimentation saine, accessible et locale, les propositions issues de ce débat public sont très proches du projet de réforme de la PAC porté par la plateforme *Pour une autre PAC*.**

On retrouve ainsi dans les conclusions du débat de nombreuses propositions visant à mieux redistribuer les aides à l'hectare afin de soutenir les petites fermes, plus résilientes, en misant sur l'emploi. Une grande majorité des participant·e·s semble également souhaiter que le nouvel outil que représente l'éco-régime soit utilisé pour rémunérer les services environnementaux et de bien-être animal rendus à la société par les paysan·ne·s. Concernant les aides du second pilier de la PAC, les citoyen·ne·s souhaitent qu'elles soient réévaluées à la hausse de façon à ce que l'aide à la conversion à l'agriculture biologique ou les mesures agro-environnementales et climatiques dites « système » deviennent des outils permettant d'engager une transition agroécologique massive dans le pays. Rebâtir notre souveraineté alimentaire en intégrant l'alimentation à la PAC semble, enfin, être identifié comme une des priorités des citoyen·ne·s qui proposent pour cela de prévoir des aides couplées sur les légumineuses mais aussi sur les fruits et légumes et de conforter la mesure « coopération » dans le second pilier de la PAC de manière à soutenir les systèmes alimentaires territorialisés.

Ces propositions tranchent avec les quelques grandes lignes affichées par Julien Denormandie pour la réforme de la PAC, plus proches du *statu quo* que de la réorientation de celle-ci. Pourtant, même des citoyen·ne·s non expert·e·s de la PAC ont bien saisi **le potentiel du PSN : il peut représenter un véritable levier de transformation de notre modèle agricole actuel**. L'exercice du débat public « imPACtons » illustre la pertinence de l'ouverture démocratique des négociations politiques entourant la réforme de la PAC.

## Le Ministère saura-t-il entendre la voix des citoyen·ne·s ?

Les citoyen·ne·s ont exprimé des attentes à la hauteur des enjeux. Le Ministère a maintenant pour obligation de préciser, sous un délai de trois mois, dans quelle mesure l'avis des citoyen·ne·s sera pris en compte dans l'élaboration du PSN. En effet, pour que le débat ne reste pas une consultation sans conséquence, il doit servir d'appui à la prise de décision politique qui suivra. **Il est primordial que les résultats de ce débat public forment le socle du PSN que rédigera le Ministère, sans quoi le lien entre les agriculteur·rice·s et leurs concitoyen·ne·s, dont l'échelon politique doit se faire le garant, sera définitivement rompu.** Ne pas respecter les propositions des Français·e·s serait un signe clair que notre gouvernement fait le choix de perpétuer une PAC pensée par ou pour une partie du monde agricole seulement, plutôt que de servir l'intérêt général.

Mathieu Courgeau, éleveur en Vendée et président de la plateforme *Pour une autre PAC* conclut : « **Nous demandons à Julien Denormandie de s'engager à respecter les propositions issues du débat public. Il a désormais toutes les cartes en main pour faire du PSN un levier de changement permettant de faire advenir une nouvelle politique agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus cohérente pour toutes et tous** ». La plateforme *Pour une autre PAC*, qui participe activement à la négociation du PSN, sera mobilisée pour y veiller.

## Contact presse :

Maud Lebeau, Chargée de communication

☎ + 33 (0)7 57 45 68 96

✉ [maud.lebeau@pouruneautrepac.eu](mailto:maud.lebeau@pouruneautrepac.eu)

---

*Pour une autre PAC* est une plateforme française inter-organisations constituant un espace commun de réflexion et d'action, en vue de la refonte de la politique agricole commune (PAC).

## Les 44 membres de la plateforme *Pour une autre PAC* :

Afac-Agroforesteries, Confédération paysanne, FADEAR, FNAB, MRJC, RENETA, Réseau CIVAM, Terre de Liens, Terre et Humanisme, UNAF, Agir pour l'environnement, CIWF, Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, Fédération des parcs naturels régionaux, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, France Nature Environnement, Générations futures, Greenpeace, Humanité et Biodiversité, Les Amis de la Terre, LPO, Réseau Action Climat, Welfarm, WWF, ActionAid France, Agter, ATTAC, AVSF, CFSI, Coordination Sud, ISF-Agrista, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, SOL, Bio Consom'acteurs, Chrétiens dans le monde rural, Citoyens pour le climat, Commerce équitable France, Les Amis de la Confédération paysanne, Les Greniers d'Abondance, Miramap, RESOLIS, Secours Catholique, Slow Food, WWOOF France.

En savoir plus : [www.pouruneautrepac.eu](http://www.pouruneautrepac.eu) et sur [@pouruneautrepac](https://www.instagram.com/pouruneautrepac)